



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

26 MARS 2003

GEORGE BUSH À LA NATION : L'OBJECTIF EST DE
DÉSARMER SADDAM HUSSEIN

Son allocution du 22 mars à la nation..... 1

COLIN POWELL : LE RÉGIME IRAKIEN SERA
ÉLIMINÉ, CELA NE FAIT AUCUN DOUTE

Résumé des propos du secrétaire d'Etat lors d'un
entretien télévisé 2

LES ÉTATS-UNIS ONT DÉJÀ FINANÇÉ À HAUTEUR DE
105 MILLIONS DE DOLLARS L'AIDE À L'IRAK

Texte d'un document publié le 24 mars par l'USAID. 3

DES FONDEMENTS JURIDIQUES DU RECOURS À LA
FORCE EN IRAK

Extraits du discours d'un conseiller juridique du
département d'Etat..... 4

LES E.-U. CONDAMNENT LA VIOLENCE SANS
PRÉCÉDENT AU ZIMBABWE

Texte du communiqué de M. Boucher 4

GEORGE BUSH À LA NATION : L'OBJECTIF EST DE
DÉSARMER SADDAM HUSSEIN

Son allocution du 22 mars à la nation

“Notre pays s’est engagé dans ce conflit à contrecœur, mais avec un objectif clair et net : le peuple des Etats-Unis, nos amis et nos alliés ne vivront pas à la merci d’un régime hors-la-loi qui met la paix en danger au moyen d’armes de destruction massive”, a déclaré le président Bush dans son allocution radiophonique diffusée le 22 mars à la nation.

On trouvera ci-après le texte de cette allocution radiophonique.

Bonjour. Les forces des Etats-Unis et de la coalition ont commencé une campagne concertée contre le régime de Saddam Hussein. Dans cette guerre, notre coalition est vaste : plus de quarante pays du monde entier. Notre cause est juste : la sécurité des nations que nous servons et la paix mondiale. Et notre mission est claire : désarmer l’Irak de ses armes de destruction massive, mettre fin à l’appui qu’apporte Saddam Hussein au terrorisme et libérer le peuple irakien.

L’avenir de la paix et les espoirs du peuple irakien dépendent à présent de nos forces de combat au Moyen-Orient. Elles se comportent selon les plus hautes traditions de l’armée américaine. Elles font leur travail avec professionnalisme et avec courage et avec les meilleurs alliés à leurs côtés. A chaque étape de ce conflit, le monde verra à la fois la puissance de notre appareil militaire et la probité et la droiture des hommes et des femmes qui sont sous les drapeaux.

Dans ce conflit, les forces des Etats-Unis et de la coalition affrontent un ennemi qui n’a aucun égard pour les conventions

de la guerre ou pour les règles de la moralité. Les autorités irakiennes ont placé des forces et du matériel militaires dans des zones civiles, pour tenter d'utiliser des hommes, des femmes et des enfants innocents comme des boucliers pour l'armée du dictateur. Je veux que mes concitoyens et le monde entier sachent que les forces de la coalition feront tout leur possible pour éviter de mettre en danger les populations civiles innocentes.

Une campagne menée sur un terrain difficile, dans un vaste pays, pourrait être plus longue et plus difficile que certains ne l'ont prédit. Et le fait d'aider les Irakiens à instaurer un Etat uni et stable exigera notre engagement soutenu. Mais quelles que soient les exigences, nous exécuterons toutes les obligations que nous avons acceptées.

Dans toute l'Amérique, aujourd'hui, les familles de nos militaires prient pour le retour rapide et en bonne santé de nos hommes et de nos femmes. Des millions d'Américains prient avec eux pour la sécurité de leurs proches et pour la protection de tous les innocents. Notre nation tout entière apprécie les sacrifices consentis par les familles des militaires, et beaucoup de citoyens qui habitent près de ces familles manifestent leur soutien de manière pratique, par exemple en aidant à s'occuper des enfants ou à faire des petites réparations. Toutes les familles dont un proche a été affecté à cette guerre doivent savoir que nos forces rentreront dès que leur travail sera achevé.

Notre pays s'est engagé dans ce conflit à contrecœur, mais avec un objectif clair et net : le peuple des Etats-Unis, nos amis et nos alliés ne vivront pas à la merci d'un régime hors-la-loi qui met la paix en danger au moyen d'armes de destruction massive.

Maintenant que le conflit a débuté, la seule manière d'en limiter la durée est d'exercer une force décisive. Ce ne sera pas une campagne de demi-mesures. C'est une lutte pour la sécurité de notre nation et pour la paix mondiale, et nous n'accepterons rien de moins que la victoire.

Je vous remercie.

COLIN POWELL : LE RÉGIME IRAKIEN SERA ÉLIMINÉ, CELA NE FAIT AUCUN DOUTE

Résumé des propos du secrétaire d'Etat lors d'un entretien télévisé

Washington - Le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, a affirmé qu'il était "extraordinaire" que les forces de la coalition soient déjà arrivées à une centaine de kilomètres de Bagdad.

"Jusqu'à présent, les opérations se sont déroulées de façon remarquable", a déclaré M. Powell, le 24 mars, lors d'une interview accordée à la chaîne télévisée Fox. "Il y aura des hauts et des bas. Il y aura des accidents, comme les tirs amis d'hier, il y aura des choses qui tourneront mal et occasionneront des pertes, ce qui créera une certaine anxiété. Mais je suis convaincu que le général Tommy Franks (chef du commandement central des Etats-Unis) et ses commandants (...) savent ce qu'ils font. (...) ils suivent une stratégie solide qui marchera, cela ne fait aucun doute."

M. Powell, ancien général qui était le chef de l'état-major des armées durant la guerre du Golfe de 1991, a affirmé que la destruction du régime de Saddam Hussein ne faisait aucun doute.

Selon lui, le fait significatif à retenir dans les opérations est que les forces coalisées n'ont pas rencontré de résistance organisée. "Il y a des poches de résistance, mais nous ne sommes pas tombés sur des lignes irakiennes."

Il a expliqué que les responsables de la planification s'attendaient à ce genre de résistance lorsqu'ils ont élaboré les plans des opérations. "Franchement, je m'attendais à voir ce que je vois."

M. Powell a par ailleurs confirmé que des responsables du gouvernement américain avaient communiqué avec le gouvernement russe au sujet de certaines preuves portant à croire que la Russie aurait vendu à l'Irak des jumelles de vision nocturne, des missiles antichar et des brouilleurs de systèmes de positionnement par satellite (GPS), ce qui constituerait une violation des sanctions de l'ONU contre ce pays.

"Nous avons reçu ces dernières 48 heures des informations supplémentaires qui me soucient." Il a ajouté qu'il s'était entretenu le 24 mars avec des responsables russes, et que les Etats-Unis étaient en train de leur fournir des renseignements complémentaires afin qu'ils puissent voir

ce qui se passe et comprendre pourquoi cela est important pour les Etats-Unis.”

“Je suis sûr de nos faits dans ce cas”, a affirmé M. Powell.

Il a ajouté que jusqu’à présent, il avait été déçu par la réaction des Russes. Ces équipements mettent en danger les forces coalisées et offrent à l’Irak un avantage limité.

Il a également affirmé que les forces turques n’avaient pas franchi la frontière qui les sépare de l’Irak. “La Turquie a donné à la communauté internationale l’assurance (...) qu’elle n’a pour le moment aucune intention d’envoyer des troupes au-delà de la frontière. Nous n’avons d’ailleurs pas besoin de ces troupes”, a affirmé M. Powell.

Certains rapports indiquent que Saddam Hussein aurait l’intention d’utiliser des armes chimiques contre les populations du sud de l’Irak et d’en accuser les forces de la coalition. “Je ne doute pas qu’il le ferait si c’était dans son intérêt”, a déclaré M. Powell. “En conséquence, cela nous inquiète, et nous allons suivre la situation de près. Mais il doit faire attention, parce que le monde sait qu’il a déjà fait une telle chose.”

LES ETATS-UNIS ONT DÉJÀ FINANCÉ À HAUTEUR DE 105 MILLIONS DE DOLLARS L’AIDE À L’IRAK

Texte d’un document publié le 24 mars par l’USAID

Dans une fiche analytique publiée le 24 mars, l’Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) précise la façon dont ont été alloués les 105 millions de dollars réservés à l’aide humanitaire à l’Irak.

On trouvera ci-après le texte de la fiche analytique.

(Début de la fiche analytique)

Assistance des Etats-Unis à l’ONU et à d’autres organisations internationales pour les secours humanitaires à l’Irak.

Le gouvernement des Etats-Unis a déjà contribué à concurrence de plus de 105 millions de dollars aux Na-

tions unies et à d’autres organisations internationales afin que soient mis en place des secours humanitaires pour permettre de répondre rapidement aux besoins de la population. Il a notamment alloué 60 millions de dollars au Programme alimentaire mondial (PAM) pour défrayer ses coûts logistiques et le placement sur le terrain de réserves de vivres.

Une aide supplémentaire est prévue pour l’ONU et les autres organisations humanitaires.

Les fonds ont été attribués de la façon suivante :

- 60 millions de dollars au PAM ;
- 21 millions de dollars au Haut Commissariat de l’ONU chargés des réfugiés (HCR) ;
- 10 millions de dollars au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ;
- 8,6 millions de dollars à l’Organisation internationale pour les migrations (OIM) ;
- 3 millions de dollars à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ;
- 2 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour l’enfance (UNICEF) ;
- 1,2 million de dollars au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Le 20 mars, le gouvernement Bush a annoncé le déblocage immédiat de 200.000 tonnes de blé dans le cadre du Fonds humanitaire Bill Emerson, et la possibilité d’avoir accès à 400.000 tonnes supplémentaires si cela s’avérait nécessaire.

L’USAID apporte une aide économique et humanitaire aux quatre coins du monde depuis plus de 40 ans.

Pour plus d’informations (en anglais) sur les initiatives mises en oeuvre par l’USAID en matière d’aide humanitaire à l’Irak, veuillez consulter : www.usaid.gov/iraq/.

DES FONDEMENTS JURIDIQUES DU RECOURS À LA FORCE EN IRAK

Extraits du discours d'un conseiller juridique du département d'Etat

Selon M. William Taft, conseiller juridique du département d'Etat des Etats-Unis, le droit de M. Bush de recourir à la force en Irak est clair, tant du point de vue de la loi des Etats-Unis que de celui du droit international.

Lors d'un discours prononcé le 20 mars, à Washington, devant l'Association nationale des procureurs, M. Taft a déclaré qu'en vertu de la Constitution des Etats-Unis, M. Bush avait le devoir d'utiliser la force afin de protéger la sécurité nationale et que le Congrès avait confirmé cette autorité, par deux fois, dans le cas de l'Irak.

Le président Bush est également clairement autorisé par les résolutions 678 et 687 du Conseil de sécurité des Nations unies à utiliser la force pour désarmer l'Irak, qui est en "violation patente" de ses obligations de désarmement, a affirmé M. Taft.

Nous donnons ci-après les extraits du discours de M. Taft qui se rapportent à l'Irak.

Discours de M. William Howard Taft Conseiller juridique du département d'Etat des Etats-Unis Devant l'Association nationale des procureurs Le 20 mars 2003

Permettez-moi de dire quelques mots à propos du fondement juridique de notre action en Irak. Premièrement, au regard de la loi des Etats-Unis, le droit du président d'utiliser la force est clair. En vertu de la Constitution, il a non seulement le droit, mais aussi le devoir, d'utiliser la force pour protéger notre sécurité nationale. Le Congrès a confirmé dans deux résolutions distinctes, l'une en 1991 et l'autre à l'automne dernier, que le président pouvait recourir à nos forces armées dans le cas précis de l'Irak.

La justification du recours à la force au regard du droit international est également évidente. Le Conseil de sécurité a clairement autorisé le recours à la force pour désarmer l'Irak. Le président a fait référence à cette autorité lorsqu'il s'est adressé au peuple américain lundi soir. La source de cette autorité est la résolution 678, qui autorisait le recours à la force dans la guerre du Golfe en 1991. En avril de cette même année, le Conseil imposait une série de conditions à l'Irak, notamment et surtout

des obligations très strictes en matière de désarmement, comme condition préalable du cessez-le-feu déclaré en vertu de la résolution 687. L'Irak se trouve en "violation patente" de ses obligations de désarmement et, en vertu de la résolution 678, on peut de nouveau recourir à la force afin de le forcer à respecter ses engagements.

Il est clair, historiquement, qu'une violation flagrante par l'Irak des conditions du cessez-le-feu constitue une justification du recours à la force. Ce principe a été établi dès 1992. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont recouru à la force à plusieurs reprises contre l'Irak au cours des douze dernières années. Et en novembre dernier, par sa résolution 1441, le Conseil a décidé à l'unanimité que l'Irak avait été et demeurait en violation patente de ses obligations. La résolution 1441 donnait à l'Irak une "dernière chance" d'obtempérer, mais stipulait clairement que toute violation de ses obligations, et notamment celle de coopérer entièrement, constituerait une circonstance aggravante. L'Irak a clairement commis de telles violations et, conséquemment, le droit de recourir à la force pour remédier à cette situation est évident.

Les bases juridiques internationales du recours à la force en Irak aujourd'hui sont claires. Le ministre britannique de la justice a étudié la question et est parvenu aux mêmes conclusions que nous. En outre, au regard du droit international, le président est toujours autorisé à utiliser la force aux fins d'autodéfense.

LES E.-U. CONDAMNENT LA VIOLENCE SANS PRÉCÉDENT AU ZIMBABWE

Texte du communiqué de M. Boucher

Les Etats-Unis condamnent fermement la violence inouïe qu'a déclenchée le gouvernement Zimbabwéen contre l'opposition politique, a affirmé le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, le 24 mars.

Dans un communiqué diffusé à la presse, M. Boucher affirme entre autres que "la montée de la violence officielle est directement imputable au discours qu'a prononcé le président Mugabe vendredi dernier", dans lequel il a af

firmé qu'il était capable de faire dix fois mieux qu'Hitler pour écraser ses opposants.

Les Etats-Unis, a souligné M. Boucher, "exigent que le gouvernement du Zimbabwe cesse immédiatement sa campagne de violence et de répression" et prenne des mesures pour traduire en justice les auteurs de ces divers abus des droits de l'homme.

Nous donnons ci-après le texte du communiqué de M. Boucher.

Département d'Etat des Etats-Unis Bureau du porte-parole Le 24 mars 2003

Déclaration de M. Richard Boucher, porte-parole

Zimbabwe - Répression massive contre l'opposition

Les Etats-Unis condamnent la violence sans précédent déclenchée par le gouvernement du Zimbabwe contre ses opposants politiques. Ces trois derniers jours, le gouvernement du Zimbabwe a en effet lancé une campagne massive de vengeance contre les cadres et les militants de l'opposition, et contre tous ceux qui critiquent le régime. Cette vague de violence et d'intimidation fait suite à la grève générale de deux jours décrétée la semaine dernière par le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique. Ce mouvement, largement pacifique, avait été couronné de succès. Depuis, plus de 400 partisans de l'opposition ont été arrêtés, battus et, dans certains cas, torturés par des individus portant des uniformes de la police et de l'armée. Plus de 250 personnes ont dû être hospitalisées, et il y a eu au moins un décès. Des femmes ont subi des agressions sexuelles aux mains des officiers de la police et de l'armée. La brusque montée de la violence officielle est directement imputable au discours qu'a prononcé le président Mugabe vendredi dernier, dans lequel il a affirmé qu'il était capable de faire dix fois mieux qu'Hitler pour écraser ses opposants.

Depuis le début de l'année, les responsables publics et leurs sbires ont fortement intensifié la répression contre toute forme de dissidence. Cette répression devient de plus en plus violente. Alors que l'on s'approche des élections législatives partielles qui doivent avoir lieu cette semaine dans deux circonscriptions favorables à l'opposition, le parti au pouvoir a fait savoir qu'il avait l'intention de gagner à tout prix, et a utilisé la violence et la manipulation des stocks alimentaires pour intimider les électeurs. Depuis trois ans, une violence intense dirigée contre les partis d'opposition avant une élection

est devenue une tactique classique du gouvernement Mugabe.

Les Etats-Unis exigent que le gouvernement du Zimbabwe cesse immédiatement sa campagne de répression violente. Ce gouvernement doit également prendre des mesures pour traduire en justice les auteurs de ces divers abus des droits de l'homme.